

Arrêté du Maire

N°091/2022
Service Urbanisme-Foncier

Objet : Prescription de la modification simplifiée n°1 du PLU de Passy

Le Maire de la Commune de Passy,

- VU LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET NOTAMMENT SON ARTICLE L.5216-5,
- VU LE CODE DE L'URBANISME ET NOTAMMENT SES ARTICLES L.153-36 ET SUIVANTS ET PLUS PARTICULIEREMENT L.153-45 A L.153-48,
- VU LA DELIBERATION N°2019/141 EN DATE DU 28/11/2019 DU CONSEIL MUNICIPAL APPROUVANT LE PLU DE PASSY,
- CONSIDERANT QUE LA MODIFICATION ENVISAGEE RELEVE DU CHAMP D'APPLICATION DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE (ARTICLE L.153-45 ET SUIVANTS DU CODE DE L'URBANISME), DANS LA MESURE OU ELLE N'A PAS POUR EFFET :
 - DE CHANGER LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES,
 - DE REDUIRE UN ESPACE BOISE CLASSE, UNE ZONE AGRICOLE ET UNE ZONE NATURELLE ET FORESTIERE,
 - DE REDUIRE UNE PROTECTION EDICTEE EN RAISON DES RISQUES DE NUISANCE, DE LA QUALITE DES SITES, DES PAYSAGES OU DES MILIEUX NATURELS, OU D'UNE EVOLUTION DE NATURE A INDUIRE DE GRAVES RISQUES DE NUISANCE,
 - D'OUVRIR A L'URBANISATION UNE ZONE A URBANISER QUI, DANS LES NEUF ANS SUIVANT SA CREATION, N'A PAS ETE OUVERTE A L'URBANISATION OU N'A PAS FAIT L'OBJET D'ACQUISITIONS FONCIERES SIGNIFICATIVES DE LA PART DE LA COMMUNE OU DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPERATION INTERCOMMUNALE COMPETENT, DIRECTEMENT OU PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN OPERATEUR FONCIER,
 - DE MAJORER DE PLUS DE 20 % LES POSSIBILITES DE CONSTRUCTION RESULTANT, DANS UNE ZONE, DE L'APPLICATION DE L'ENSEMBLE DES REGLES DU PLAN,
 - DE DIMINUER LES POSSIBILITES DE CONSTRUIRE,
 - DE REDUIRE LA SURFACE D'UNE ZONE URBAINE OU A URBANISER ;
 - D'APPLIQUER L'ARTICLE L.131-9 DU CODE DE L'URBANISME RELATIF AUX DISPOSITIONS TENANT LIEU DE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT,
 - ET DANS LE CAS OU ELLE A UNIQUEMENT POUR OBJET LA RECTIFICATION D'UNE ERREUR MATERIELLE.

Arrête

Article 1^{er} :

Il est décidé d'engager la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU de Passy selon la procédure définie à l'article L.153-45 du code de l'Urbanisme.

Le projet de modification simplifiée n°1 porte sur les points suivants :

- ✓ corriger une erreur graphique au plan de zonage avec la mise en place d'une zone Ndm pour autoriser la gestion des déchets inertes et prendre en compte l'existant sous le viaduc des Egratz
- ✓ supprimer les emplacements réservés n°8, 13, 14, 15, 18, 19, 26, 33 et 37
- ✓ corriger l'Orientaion d'Aménagement et de Programmation de la zone 1AUB Secteur Plateau d'Assy Est pour création d'un pumtrack
- ✓ mettre à jour le périmètre du domaine skiable de la station de Plaine Joux
- ✓ mettre à jour la liste des chalets d'alpage et du bâti patrimonial
- ✓ toiletter, compléter et clarifier le règlement au regard de l'instruction des autorisations d'urbanisme : ajout de définitions dans les dispositions générales, mise à jour des schémas explicatifs, autorisation des

équipements publics en zone UXc, gestion des toitures terrasses végétalisées, implantation des constructions par rapport au terrain naturel, recul des façades et des garages, implantation, stationnement, modification du linéaire de façade, hauteur des annexes

- ✓ compléter le document avec la liste des annexes sanitaires, le règlement de collecte des ordures ménagère et de l'étude patrimoniales
- ✓ autoriser la restauration pour le STECAL n°7 de Plaine Joux

Article 2 : En application de l'article L153-40 du code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Passy sera notifié au Préfet de la Haute-Savoie et aux personnes publiques associées (visées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'Urbanisme) avant sa mise à disposition du public. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier de mise à disposition.

Ladite mise à disposition fera l'objet d'une délibération précisant ses modalités.

A l'issue de la mise à disposition, le projet de modification simplifiée n°1, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier et des observations du public, sera soumis à l'approbation du Conseil municipal.

Article 3 : Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22 du code de l'Urbanisme. Il sera affiché en mairie de Passy durant un mois et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il sera également mis en ligne sur le site internet de la commune et sera publié au recueil des actes administratifs.

Article 4 : Monsieur le maire est chargé de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de Haute-Savoie.

Article 5 : Le présent arrêté peut être contesté :

- soit en saisissant le Tribunal Administratif de Grenoble d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette possibilité peut être exercée soit par voie postale, soit par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr);
- soit par recours gracieux auprès du Maire adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt les délais de recours contentieux. Le délai de 2 mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

Fait à Passy le 18 mars 2022

Le Maire,

Raphaël CASTÉRA

